



## Motion d'actualité

### Missions - emplois - qualifications

### Pour la justice sociale

### Bercy doit être « prioritaire » aussi !



Le gouvernement vient de rendre public son projet de budget pour 2013 et ses orientations en matière de politiques publiques. C'est le premier acte politique majeur faisant suite aux élections présidentielles et législatives. Celles-ci ont été marquées par la volonté de changer les orientations mises en œuvre par Nicolas Sarkozy dans la période 2007/2012, lesquelles se sont traduites par un recul de l'action publique et de la protection sociale dans le cadre de la RGPP et de la Réate.



Au sein des administrations de « Bercy », ce recul a notamment pris la forme de nombreuses suppressions d'emplois et restructurations dont les principales conséquences ont été une dégradation sans précédent des conditions de vie au travail, une perte de qualité des missions de service public, la suppression de nombreux services et entités ainsi qu'une perte de repère et de sens pour des agents de moins en moins considérés en tant que fonctionnaires de « Bercy ».



Le projet de budget pour 2013 fait suite au rapport sur le bilan de la RGPP remis au gouvernement le 26 septembre 2012 dont la principale critique porte sur la méthode plus que sur le fond même de la RGPP. Il traduit concrètement la volonté affichée par le gouvernement actuel de renforcer les administrations considérées comme « prioritaires » à effectifs constants, ce qui revient à dire que les administrations non concernées ne sont pas prioritaires, parmi lesquelles figure l'ensemble des administrations de Bercy.



Dans son projet de budget 2013, le gouvernement prévoit la suppression de 2 353 emplois au sein de « Bercy », principalement à la Direction générale des finances publiques, au sein de l'administration centrale et à la Direction générale des douanes et des droits indirects. Le budget prévoit également une réduction des moyens alloués aux administrations de Bercy, avec pour conséquence notamment le non respect du plan de qualification ministériel et, par conséquent, une réduction du volume des promotions internes. Enfin, parallèlement à ce projet de budget, le gouvernement n'a pas affirmé sa volonté de remettre en cause la Réate qui a fortement touché la Direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes au point de mettre ses missions de service public en péril. De ce fait, et malgré les annonces gouvernementales, c'est bien le sentiment que la RGPP et que la Réate se poursuivent qui s'impose chez les agents.



**Les agents et les missions de « Bercy » sont au cœur du fonctionnement de l'action publique et de l'intérêt général. La fédération Solidaires Finances réunie en Conseil Fédéral réaffirme son opposition totale aux suppressions d'emplois et à la remise en cause de l'engagement ministériel en matière de plan de qualification tel qu'il avait été arrêté sur la période 2012/2014.**



**Elle revendique au contraire des moyens humains, matériels et juridiques à la hauteur des enjeux. Ceux-ci sont immenses. Ils augmentent, qu'il s'agisse de l'accueil du public, de recettes publiques fiscales, non fiscales et sociales, de la lutte contre les fraudes économiques et fiscales, de la protection du consommateur, de la statistique publique, de la politique industrielle, de comptabilité de l'Etat, du budget des collectivités locales et des établissements publics...**

**Elle revendique une véritable reconnaissance de la technicité des agents par une réduction des écarts de rémunération, une amélioration des conditions de vie au travail, une hausse du pouvoir d'achat et une action sociale répondant aux besoins des agents.**

**Elle exige enfin que les agents de « Bercy » soient mieux considérés et ne soient plus les boucs émissaires prétendument « exemplaires » des politiques de suppressions d'emplois. Elle s'engagera résolument dans la défense de ces revendications, pour le service public économique, statistique et financier.**